

GRAND CALAIS

Terres & Mers



Marché de prestations liées à l'exploitation des
installations techniques des piscines et de la patinoire
de la Communauté d'Agglomération Grand Calais
Terres et Mers

**REGLEMENT DE CONSULTATION
R C**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
LUNDI 22 MAI 2017 A 11H30**

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1	ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
2.2	MODE D'APPEL D'OFFRES.....	4
2.3	UNITE MONETAIRE	4
2.4	ALLOTISSEMENT	4
2.5	TRANCHE CONDITIONNELLE.....	4
2.6	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	4
2.7	VARIANTES	5
2.8	COMPLEMENTS A APPORTER AUX LISTES DE MATERIEL	5
2.9	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
2.10	DATE D'EXECUTION – DUREE DU MARCHE	5
2.11	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.11.1	<i>De la part des candidats.....</i>	<i>5</i>
2.11.2	<i>De la part du Maître d'Ouvrage.....</i>	<i>6</i>
2.12	CARACTERE EXECUTOIRE	6
3	MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
3.1	MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.2	PRESENTATION	7
3.3	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	7
4	ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	10
5	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
6	MODALITES DE VISITE DES SITES	13

1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne l'attribution du marché de fourniture de chaleur, de conduite/entretien, et de gros entretien et renouvellement des installations techniques de la piscine Emile Ranson et du complexe nautique patinoire ICEO.

LOT N°1 : Piscine Emile Ranson, place Georges Maréchal, 62 100 Calais :

Marché d'exploitation de type MCI (Marché de Comptage avec Intéressement), il comprend les prestations suivantes :

- **Le poste P1** représentant la fourniture de combustible (Gaz) nécessaire au chauffage des locaux, à la production d'eau chaude sanitaire et au chauffage de l'eau des bassins,
- **Le poste P2** représente les prestations de conduite de l'installation et les travaux de petit entretien,
- **Le poste P3** représente les prestations de gros entretien et renouvellement avec répartition.
- La fourniture de chaleur nécessaire à la production d'eau chaude sanitaire comptabilisée unitairement (**poste P1/2**)

LOT N°2 : Complexe nautique patinoire ICEO, 1400 rue Roger Martin du Gard, 62 100 Calais :

Marché d'exploitation de type PFI (Prestations – Forfait – Intéressement), il comprend les prestations suivantes :

- **Le poste P2** représente les prestations de conduite de l'installation et les travaux de petit entretien,
- **Le poste P3** représente les prestations de gros entretien et renouvellement avec répartition.

L'approvisionnement en énergie nécessaire à la réalisation des clauses contractuelles est à la charge de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers, qui en confie l'usage et la gestion au Titulaire pour la réalisation de ses obligations contractuelles. Le Titulaire est incité aux économies de consommation par la formule d'intéressement liée au poste P2.

Pour les deux complexes :

- Les prestations de moyens concernant la prévention contre la prolifération de la légionella (Poste P2)
- L'entretien spécifique deux fois par an des bassins et des installations de traitement d'eau durant les arrêts techniques (Poste P2).
- La prestation forfaitaire de conduite et d'entretien courant des installations de traitement d'eau, et de filtration d'eau de bassins (Poste P2).
- La fourniture de floculent, d'acide, et autres produits nécessaires au traitement de l'eau des bassins sous forme de prestation forfaitaire actualisée en fonction du nombre de baigneurs annuel constaté (Poste P9).
- La prestation forfaitaire de gros entretien et renouvellement avec répartition en fin de contrat, des installations reprises en annexe 5b de l'acte d'engagement (Poste P3 décomposé en P3/1 et P3/2).
- L'organisation et le suivi des visites réglementaires des installations techniques concernées.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue de la consultation

L'envoi de l'avis de consultation à la publication a été fait conformément à l'article 33 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics au J.O.U.E et au B.O.A.M.P, le mardi 18 avril 2017.

Les candidats doivent s'engager sur la garantie totale des installations, qui est directement tributaire de l'état du matériel et de la durée du présent marché.

La visite des installations est fortement conseillée. A ce titre les modalités d'organisation de la visite sont prévues et détaillées à l'article 6 du présent R.C.

2.2 Mode d'appel d'offres

Le présent appel d'offres est soumis à la directive européenne "services". Il est de type ouvert.

Il est soumis aux dispositions des articles 25-I-1°, 67 et 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.3 Unité monétaire

Le candidat est informé que l'unité monétaire utilisée pour cet appel d'offres est l'Euro.

2.4 Allotissement

Les prestations forfaitaires composant ce marché font l'objet de deux lots techniques.

- Lot n°1 : Piscine Emile Ranson
- Lot n°2 : complexe nautique patinoire Icéo

Les candidats peuvent soumettre des offres pour un seul lot, ou pour la totalité des lots.

Un lot est une entité autonome qui est attribuée séparément. Chaque lot est attribué individuellement à l'entreprise dont l'offre a été classée en première position pour ce lot.

L'offre du candidat devra porter sur **l'ensemble des prestations qui concernent le lot soumissionné**, une offre incomplète pourra être éliminée.

2.5 Tranche optionnelle

Sans Objet

2.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Les contractants devront obligatoirement répondre aux deux PSE suivantes :

- Remplacement de la masse filtrante du bassin d'activités du Complexe ICEO

- Remplacement de la GTB du Complexe ICEO avec raccordement de panneaux d'affichage des températures intérieures

A défaut de réponse sur ces prestations supplémentaires éventuelles, l'offre sera déclarée irrégulière, conformément à l'article 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. La Communauté d'Agglomération se réserve le droit de retenir ou non ces PSE lors de la notification du marché.

2.7 Variantes

Sans Objet

2.8 Compléments à apporter aux listes de matériel

Les fiches techniques fournies en annexe 5b de l'acte d'engagement s'efforcent de renseigner au maximum les entreprises sur les installations et les matériels qu'ils auront à exploiter ; elles n'ont pas la prétention d'être exhaustives.

S'il s'avère lors d'une visite, un candidat remarque que du matériel n'est pas repris dans les listes, le candidat devra en référer par écrit auprès du Maître d'Ouvrage, afin qu'il valide ou non l'intégration de ce matériel. Une information sera alors diffusée à l'ensemble des candidats. L'annexe 5b devra alors impérativement intégrer ces modifications.

2.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres soit le **lundi 22 mai 2017**.

2.10 Date d'exécution – Durée du Marché

L'entreprise retenue se verra confier l'exploitation des installations techniques, selon le marché de base pendant quatre (4) ans fermes non renouvelables, à partir du 1er juillet 2017.

La prise d'effet du présent marché est conditionnée par la mise en œuvre et l'aboutissement de la procédure.

Sa prise d'effet est prévue au 1er juillet 2017, son échéance définitive est donc fixée au 30 juin 2021.

Il est rappelé qu'aucune clause de reconduction ne peut être prévue, ni introduite ultérieurement par voie d'avenant.

2.11 Modifications de détail au dossier de consultation

2.11.1 De la part des candidats

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier le contenu des documents composant le dossier de consultation.

Ils sont de ce fait dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande du Maître d'Ouvrage.

2.11.2 De la part du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres (soit le lundi 22 mai 2017), des modifications de détail au dossier de consultation.

Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.12 Caractère exécutoire

Le marché ne sera exécutoire qu'après avoir été transmis au représentant de l'Etat pour l'exercice du contrôle de légalités et notifié au titulaire.

3 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 Modalités de remise du dossier de consultation

Conformément aux articles 38 et suivants du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E) est à retirer :

- au service marchés publics, 76 Boulevard Gambetta, 62100 Calais ;
- soit adressé aux candidats sur demande écrite ;
- Il est également téléchargeable gratuitement sur le site www.klekoon.com

Tél.: 03.21.19.55.00

Fax.: 03.21.19.55.09

Il n'est demandé aucun cautionnement pour la remise du D.C.E.

Il comprend :

- le présent règlement de la consultation (R.C.)
- l'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

En aucun cas, ces pièces ne pourront être modifiées.

Cependant, concernant notamment les listes de matériels et d'inventaires, des compléments ou modificatifs pourront être amenés.

3.2 Présentation

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Dans le cas où un candidat remettrait des documents techniques (ou autres) pour étayer ou expliciter son offre, ceux-ci devraient également être rédigés en langue française.

3.3 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres seront présentées sous une enveloppe cachetée (enveloppe extérieure) contenant également une enveloppe cachetée contenant l'offre du lot concouru (une enveloppe par lot) :

- **LA CANDIDATURE** comprend les pièces administratives.
- **L'OFFRE** correspond au projet marché
- **L'ENVELOPPE EXTERIEURE cachetée contiendra LA CANDIDATURE, ainsi que L'OFFRE** et portera l'adresse suivante :

Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
76 Boulevard Gambetta
CS 40 021
62100 CALAIS

et les mentions : "Appel d'Offres pour Marché de prestations liées à l'exploitation des installations techniques des piscines et de la patinoire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers – LOT N°XX » et "NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis".

Les offres seront remises de la manière suivante :

- Contre récépissé au Service des Marchés situé à l'adresse mentionnée ci-dessus **avant le lundi 22 mai 2017 à 11 Heures 30**
- ou **envoyées par la poste par pli recommandé**, avec avis de réception, et parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites visées ci-dessus.
- **L'envoi par voie électronique est applicable** conformément aux articles 39 à 42 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Transmission par voie électronique

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 39 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues telles qu'elles sont énumérées ci-dessous.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé ci-dessous.

- ♦ Le mémoire justificatif demandé ci-dessous.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant :

- ♦ www.klekoon.com

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure limites de remise des offres ne seront pas retenus.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique doit être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- ♦ elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- ♦ elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- ♦ la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- ♦ la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure indiquées ci-dessus ainsi que ceux remis sous pli non scellés ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs conformément au Code des Marchés Publics.

➤ **LA CANDIDATURE :**

elle contiendra les pièces administratives suivantes :

- 1 Lettre de candidature ou imprimé DC1.
- 2 Déclaration du candidat individuel ou imprimé DC2.
- 3 Extrait K ou K bis.
- 4 Une déclaration sur l'honneur prévue à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, dûment datée et signée par le candidat,
- 5 Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- 6 Références de l'entreprise en matière de prestations de nature similaire exécutées au cours des 3 dernières années.
- 7 Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.

Conformément à l'article 52 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu produira les certificats précisant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Pour tout candidat étranger, membre d'un autre pays de la Communauté Européenne, les certificats demandés devront correspondre aux impôts et taxes des administrations et autres organismes du pays, et les traductions certifiées correspondantes.

➤ **L'OFFRE :**

Elle contiendra **le projet de marché**.

Le projet marché est constitué :

- 1 – de l'acte d'engagement avec ses annexes

Cadre à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de l'entreprise.

- 2 - du C.C.T.P paraphé

- 3 – De tout document de détail de l'offre, remis par l'entreprise, et qui deviendront contractuels et seront annexés lors de la mise au point du dossier Marché.

- 4 – Du C.C.A.P paraphé,

Afin de faciliter l'analyse des offres, le contractant devra joindre :

- Un mémoire, propre à l'entreprise justifiant des dispositions que le concurrent se propose d'adopter pour l'exécution des prestations,
- Des documents explicatifs, notamment :
 - les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour assurer les prestations demandées,
 - les habilitations et l'organigramme du personnel intervenant pendant les heures ouvrables et pendant les astreintes,
 - le planning de présence sur site des agents (chef d'exploitation, agent(s) d'exploitation, agent(s) d'entretien ...),
 - Le plan d'actions pour la mise en place d'une politique de maintenance préventive,
 - Les dispositifs et équipements de sécurité mis à disposition des agents d'exploitation
 - la méthodologie et les moyens préventifs déployés ainsi que les contrôles pour lutter contre la légionellose,
 - une liste de sous-traitants que le concurrent envisage de proposer à l'acceptation du Maître de l'ouvrage après conclusion du marché,
 - toutes pièces jugées utiles par les candidats de nature à étayer et à justifier leurs offres.

4 ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues par le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 55, 62, 63 et 64.

➤ La candidature

Suivant l'article 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les candidatures :

- 1 - qui ne sont pas recevables en application des articles 48, 49, 51 et 55 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- 2 - qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux 50 à 54 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- 3 - qui ne présente pas des garanties techniques et financières suffisantes,
- 4 - que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes

ne sont pas admises sauf si le pouvoir adjudicateur décide de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces.

Dans ce cas, un délai identique qui ne saurait être supérieur à dix jours sera donné à tous les candidats.

➤ L'offre

L'offre devra être conforme aux prescriptions du C.C.T.P.

Les critères de jugement des offres retenus prévus aux articles 62 et 63 du Décret 2016-360, sont les suivants par ordre décroissant :

Les offres sont analysées et notées par lot suivant une cotation sur 100 points.

LOT N°1 PISCINE RANSON :

1) La valeur technique de l'offre notée sur 60 points et décomposée comme suit :

Pour le poste P1 :

- Répartition des consommations suivant les différents usages : 10 points
- Cohérence de la prestation : 15 points

Pour le poste P2 :

- La répartition des heures entre les prestations de moyen et celles de résultats, ainsi que la décomposition des prestations usuelles : 15 points
- Cohérences des annexes : 5 points

Pour le poste P3 :

- Gestion technique et financière : 5 points
- Qualité du plan de renouvellement : 10 points

2) Le prix des prestations noté sur 40 points et décomposé ci-dessous, à savoir :

Pour le poste P1 :

- La compétitivité des valeurs P1 : 10 points

Pour le poste P2 :

- Taux horaire : 5 points
- Rapport moyens / prestations : 5 points

Pour le poste P3 :

- Rapport coût / prestations : 15 points

Pour le poste P9 : Le coût forfaitaire pour le traitement d'eau des bassins

- Valeur du coefficient de réactualisation coût forfaitaire de la prestation / au nombre de baigneurs : 5 points

LOT N°2 COMPLEXE ICEO :

1) La valeur technique de l'offre notée sur 60 points et décomposée comme suit :

Pour le poste « P1 » (selon l'annexe 3) :

- Répartition des consommations suivant les différents usages : 10 points

Pour le poste P2 :

- La répartition des heures entre les prestations de moyen et celles de résultats, ainsi que la décomposition des prestations usuelles : 20 points
- Cohérences des annexes : 5 points

Pour le poste P3 :

- Gestion technique et financière : 5 points
- Qualité du plan de renouvellement : 20 points

2) Le prix des prestations noté sur 40 points et décomposé ci-dessous, à savoir :

Pour le poste P2 :

- Taux horaire : 7 points
- Rapport moyens / prestations : 7 points

Pour le poste P3 :

- Rapport coût / prestations : 20 points

Pour le poste P9 : Le coût forfaitaire pour le traitement d'eau des bassins

- Valeur du coefficient de réactualisation coût forfaitaire de la prestation / au nombre de baigneurs : 6 points

Notation de la valeur technique pour les deux lots : pour chacun des critères de la valeur technique, il sera appliqué un coefficient à la note maximale du critère considéré, selon le barème suivant :

- Réponse manquante : coefficient 0
- Réponse non satisfaisant : coefficient 0.2
- Réponse peu satisfaisante : coefficient 0.4
- Réponse satisfaisante : coefficient 0.6
- Réponse très satisfaisante : coefficient 0.8
- Réponse excellente : coefficient 1

Notation du prix des prestations pour les deux lots : pour chacun des critères de prix des prestations :

Note = nombre de points X (prix de l'offre la moins élevée / prix de l'offre analysée)

5 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui serait nécessaire à l'étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au Maître de l'Ouvrage. Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retirées un dossier de consultation.

Renseignements d'ordre administratif

Communauté d'Agglomération du Grand Calais
Service marchés
62 100 CALAIS
Tél.: 03.21.19.55.00
Fax.: 03.21.19.55.09

Renseignements d'ordre technique

Communauté d'Agglomération du Grand Calais
Direction du Patrimoine Bâti – Gestionnaire Fluides
62 100 CALAIS
Tél.: 03.21.19.55.00
Fax.: 03.21.19.55.09

6 MODALITES DE VISITE DES SITES

De par l'engagement de garantie totale des installations, chaque candidat soumissionnant est invité à visiter les installations.

La visite des installations est fortement conseillée car celle-ci permettra aux candidats de connaître les installations.

La visite se fera accompagnée d'un technicien de la Communauté d'Agglomération, ce qui permettra d'avoir accès à volonté aux installations, et d'apporter les éventuelles précisions sur les installations.

ATTESTATION DE VISITE

NOM DE L'ENTREPRISE CANDIDATE :	
NOM DU REPRESENTANT DE L'ENTREPRISE :	
NOM DU REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE :	
DATE DE LA VISITE DES SITES :	

L'entreprise candidate nommée ci dessus a bien effectué la visite de sites.

Fait à Calais, le

(Signature du représentant du Maître d'Ouvrage)